



CHAPITRE 19

Loi prolongeant et modifiant la Loi pour
favoriser la conciliation entre locataires
et propriétaires

[Sanctionnée le 15 mars 1966]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-
ment du Conseil législatif et de l'Assem-
blée législative de Québec, décrète ce qui
suit:

CHAPTER 19

An Act to prolong and amend the Act to
promote conciliation between lessees
and property-owners

[Assented to 15th March 1966]

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council and
of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

1950-51,
c. 20, pro-
longé.

1. L'application de la Loi pour favo-
riser la conciliation entre locataires et
propriétaires (14-15 George VI, chapitre
20, modifiée par les lois 15-16 George VI,
chapitre 17; 1-2 Elizabeth II, chapitres 9,
10 et 11; 2-3 Elizabeth II, chapitres 12
et 13; 3-4 Elizabeth II, chapitre 7; 4-5
Elizabeth II, chapitre 17; 5-6 Elizabeth
II, chapitres 28 et 64; 6-7 Elizabeth II,
chapitre 7; 7-8 Elizabeth II, chapitres 7
et 37; 8-9 Elizabeth II, chapitre 88; 9-10
Elizabeth II, chapitres 8 et 94; 10-11
Elizabeth II, chapitre 56; 11-12 Elizabeth
II, chapitre 60; 12-13 Elizabeth II, cha-
pitre 68, et 13-14 Elizabeth II, chapitre
79), est prolongée jusqu'au 30 avril 1967.

1. The application of the Act to pro-
mote conciliation between lessees and
property-owners (14-15 George VI, chap-
ter 20, amended by the acts 15-16 George
VI, chapter 17; 1-2 Elizabeth II, chapters
9, 10 and 11; 2-3 Elizabeth II, chapters 12
and 13; 3-4 Elizabeth II, chapter 7; 4-5
Elizabeth II, chapter 17; 5-6 Elizabeth II,
chapters 28 and 64; 6-7 Elizabeth II,
chapter 7; 7-8 Elizabeth II, chapters 7
and 37; 8-9 Elizabeth II, chapter 88; 9-10
Elizabeth II, chapters 8 and 94; 10-11
Elizabeth II, chapter 56; 11-12 Elizabeth
II, chapter 60; 12-13 Elizabeth II, chapter
68 and 13-14 Elizabeth II, chapter 79),
is prolonged until the 30th of April
1967.

1950-51,
c. 20, pro-
longed.

Id., s. 35,
mod.

2. L'article 35 de ladite loi, remplacé
par l'article 3 de la loi 11-12 Elizabeth II,
chapitre 60, est modifié en retranchant de
la liste des municipalités qui y sont men-
tionnées celles qui suivent:

Cité d'Arvida
Cité de Chomedey
Cité de Duvernay
Cité de Laval-des-Rapides
Ville de Rivière-des-Prairies.

2. Section 35 of the said act, replaced
by section 3 of the act 11-12 Elizabeth II,
chapter 60, is amended by striking from
the list of municipalities mentioned therein
the following:

City of Arvida
City of Chomedey
City of Duvernay
City of Laval-des-Rapides
Town of Rivière-des-Prairies.

Id., s. 35,
am.

1950-51,
c. 20, s.
38, mod.

3. L'article 38 de ladite loi, modifié par l'article 16 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 9, par l'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 12, par l'article 6 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 17, par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 28, par l'article 9 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 2 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 88, par l'article 6 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 94, par l'article 13 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 56, par l'article 6 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 60, par l'article 3 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 68, et par l'article 2 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 79, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le millésime « 1966 » par le millésime « 1967 ».

3. Section 38 of the said act, amended by section 16 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 9, by section 6 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 12, by section 6 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 7, by section 3 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 17, by section 2 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 28, by section 9 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 7, by section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 7, by section 2 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 88, by section 6 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 94, by section 13 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 56, by section 6 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 60, by section 3 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 68, and by section 2 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 79, is again amended by replacing the number "1966" in the last line by the number "1967".

Prolonga-
tion auto-
matique.

4. Sous réserve des articles 23, 25, 26a, 29b, 29c et 29d de ladite loi, tout bail prolongé par un administrateur, ou par la commission, ou par l'effet de l'article 3 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 79, ou passé, renouvelé ou prolongé du consentement des parties ou par tacite reconduction, pour une période se terminant le trente avril 1966, ou entre cette date et le trente avril 1967, sera, à l'expiration de son terme, prolongé automatiquement, aux mêmes conditions, jusqu'au trente avril 1967.

4. Subject to sections 23, 25, 26a, 29b, 29c and 29d of the said act, every lease prolonged by an administrator or by the Commission, or by the effect of section 3 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 79, or made, renewed or prolonged by consent of the parties or by tacit renewal, for a period expiring on the thirtieth of April 1966, or between such date and the thirtieth of April 1967, shall, at the expiration of the term thereof, be automatically prolonged, on the same conditions, to the thirtieth of April 1967.

Demande
spéciale
ou avis.

Toutefois, cette prolongation automatique n'aura pas lieu si, au plus tard le trente et un mars 1966, dans le cas d'un bail expirant le trente avril 1966, ou au plus tard trente jours avant l'expiration du bail dans tout autre cas, le locataire fait une demande spéciale de prolongation de bail avec ou sans modification de loyer, ou si le locateur ou le locataire donne, par écrit, à l'autre partie, avis de son intention de ne pas prolonger ce bail.

Nevertheless, such automatic prolongation shall not take place if, not later than the thirty-first of March 1966 in the case of a lease expiring on the thirtieth of April 1966, or not later than thirty days before the expiration of the lease in any other case, the lessee makes a special application for prolongation of the lease, with or without a change of rent, or the lessor or the lessee gives the other party written notice of his intention not to prolong the lease.

Location
par em-
ployeur à
employé.

La prolongation automatique décrétée par le premier alinéa du présent article n'a pas lieu dans le cas d'une maison louée par un employeur à son employé ou à une personne qui l'était lors de la passation du bail.

The automatic prolongation effected by the first paragraph of this section shall not take place in the case of a house rented by an employer to his employee or to a person who was his employee when the lease was made.

Employer
and em-
ployee.

Demande
après avis.

5. Lorsqu'un avis visé par le deuxième alinéa de l'article précédent a été donné par le locateur, le locataire doit, s'il désire obtenir une nouvelle prolongation de bail, en faire la demande à l'administrateur avant le premier avril 1966, si l'avis du locateur lui a été donné le vingt mars 1966 ou auparavant, et dans les dix jours de cet avis, s'il lui a été donné après le vingt mars 1966.

Délai
étendu.

Toutefois, si cet avis a été donné au locataire plus de soixante-dix jours avant l'expiration du bail, dans le cas où celui-ci expire après le trente juin 1966, le délai dans lequel le locataire peut faire une demande de prolongation de bail est prolongé jusqu'au sixtième jour avant l'expiration du bail.

Tacite re-
conduc-
tion.
Présomp-
tion.

6. La prolongation d'un bail en vertu de l'article 4 exclut la tacite reconduction. Tout bail passé, prolongé ou renouvelé, de quelque manière que ce soit, pour une période se terminant le trente avril 1966, ou entre cette date et le trente avril 1967 et qui, à l'expiration de son terme, sera continué sans opposition de la part du locataire, sera réputé avoir été prolongé automatiquement en vertu de l'article 4 et non par tacite reconduction.

Loyer
continué.

7. Dans le cas d'un bail expirant après le trente avril 1966, le loyer fixé par un administrateur ou par la Commission des loyers, en vertu de l'article 29b, de l'article 29c ou de l'article 29d de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, est prolongé jusqu'au trente avril 1967, ou jusqu'à la fin de ce bail lorsqu'il expire avant cette date, à moins que le locateur ou le locataire ne s'adresse à l'administrateur pour obtenir une nouvelle fixation de loyer en produisant sa demande et en la faisant signifier à l'autre partie au plus tard le trente et un mars 1966.

Réduction
de loyer.

8. Dans le cas de tout bail consenti pour un terme commençant après le trente avril 1965 et se prolongeant au-delà du trente avril 1966, moyennant un loyer établi quant à la période expirant le trente avril 1966, conformément à l'article 29b, à l'article 29c ou à l'article 29d de la Loi

5. When a notice contemplated by the second paragraph of the preceding section has been given by the lessor, the lessee, if he wishes to obtain a new prolongation of his lease, must apply therefor to the administrator before the first of April 1966, if the lessor's notice was given to him on or before the twentieth of March 1966, and within ten days of such notice, if it was given to him after the twentieth of March 1966.

Applica-
tion after
notice.

However, if such notice has been given to the lessee more than seventy days before the expiration of the lease, when the latter expires after the thirtieth of June 1966, the delay during which the lessee may apply for a prolongation of the lease is extended to the sixtieth day before the expiration of the lease.

Delay ex-
tended.

6. The prolongation of a lease under section 4 excludes tacit renewal.

Tacit re-
newal ex-
cluded.
Presump-
tion.

Every lease made, prolonged or renewed, in any manner whatsoever, for a period expiring on the thirtieth of April 1966, or between such date and the thirtieth of April 1967, and which at its expiration is continued without objection on the part of the lessee, shall be deemed to have been automatically prolonged under section 4 and not by tacit renewal.

7. In the case of a lease expiring after the thirtieth of April 1966, the rent fixed by an administrator or by the Rental Commission, under section 29b, 29c or 29d of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, is continued until the thirtieth of April 1967, or until the end of such lease when it expires before such date, unless the lessor or the lessee applies to the administrator for a new fixing of rent, by producing his application and having it served on the other party on or before the thirty-first of March 1966.

Rent con-
tinued.

8. In the case of any lease made for a term commencing after the thirtieth of April 1965 and extending beyond the thirtieth of April 1966, for a rent fixed, as to the period expiring on the thirtieth of April 1966, in accordance with section 29b, 29c or 29d of the Act to promote

Reduc-
tion of
rent.

pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, mais avec stipulation de paiement d'un loyer supérieur au-delà de cette période, le locataire peut, en en faisant la demande à l'administrateur avant le quinze avril 1966, obtenir la réduction de ce loyer au niveau du précédent, sauf toutefois la discrétion de l'administrateur de fixer un loyer plus élevé ou de maintenir le loyer accru, s'il juge le précédent insuffisant.

conciliation between lessees and property-owners, but with provision for the payment of a higher rent after such period, the lessee, on applying therefor to the administrator before the fifteenth of April 1966, may obtain the reduction of such rent to the level of the former, subject however to the discretionary power of the administrator to fix a higher rent or to maintain the increased rent, if he deems the former rent insufficient.

Effet rétroactif.

9. L'article 1 et les articles 3 à 8 de la présente loi ont effet à compter du 1er décembre 1965.

9. Section 1 and sections 3 to 8 of this act shall have effect from the 1st of December 1965. ^{Retro-active effect.}

Entrée en vigueur.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf l'article 2 qui entrera en vigueur le 1er mai 1966.

10. This act shall come into force on the day of its sanction, except section 2 which shall come into force on the 1st of May 1966. ^{Coming into force.}